



Déclaration de la FCPE au Conseil Supérieur de l'Éducation

Tout au long de l'année, combien d'enfants à la rue... pour ces professeurs non remplacés ? Combien d'élèves mis en danger pour ces heures non assurées ? Combien d'usagers dégoûtés par manque de moyens déployés ?

Pendant ce temps, monsieur le Ministre s'acharne contre vents et marées à maintenir un service minimum d'accueil, allant jusqu'à solliciter le soutien rémunéré des fédérations de parents... (une manière déguisée de re-subsventionner les fédérations bien obéissantes ?). La FCPE ne jouera pas les pompiers pour sauver un service minimum d'accueil qui, à l'évidence, ne fonctionne pas.

La vraie solution, pour ne pas gêner les parents les jours de grèves... est d'éviter la grève... Pour cela une seule solution : la discussion, la concertation, la négociation !

Nous ne nous laisserons pas abuser par ce chiffon rouge que le ministre agite. Nous voulons parler des vrais problèmes qui se posent aux parents. Ces parents qui scrutent l'horizon de leurs enfants dans l'espoir d'y voir un avenir meilleur. Dans l'opacité des réformes annoncées, ils ne distinguent rien. Alors, ils sont inquiets.

Ils ont exprimé cette inquiétude, avec leurs partenaires de la communauté éducative : plus de 80 000 personnes le 19 octobre à Paris. Pour toute réponse : le mépris !

A nouveau, dans les départements, le 20 novembre, ils se sont mobilisés... A nouveau le mépris !

Et les parents se mobilisent encore pour crier leur désarroi le 10 décembre prochain sur tous les territoires avec leurs enfants, avec les enseignants, avec les associations partenaires de l'École ...

Devant autant de mépris, le ministre doit prendre garde que la colère ne prenne le pas sur l'inquiétude.

Comment aider ces élèves de 3^{ème} qui veulent rejoindre une seconde l'année prochaine ?

Quelles réponses fiables peuvent leur donner les conseillers d'orientation dans les CIO ?

Comment les enseignants, qui n'ont pas plus d'information, doivent-ils s'y prendre pour préparer leurs élèves ?

Ce passage est un moment important de la scolarité.

La FCPE s'était montrée sceptique quant à la capacité ministérielle de mener à bien une réforme du lycée aussi lourde dans des délais aussi courts, les faits lui donnent raison.

Elle estime qu'il est urgent que soient communiqués aux personnels, aux parents et aux jeunes, les éléments de la réforme qui permettront à tous de préparer, si possible dans des conditions acceptables et sereines la rentrée prochaine.

Mais quand bien même une communication arriverait aujourd'hui, nous serions encore sceptiques. En effet, il ne suffit pas d'annoncer une réforme, encore faut-il qu'elle soit comprise et acceptée. Ce qui semble loin d'être le cas.

Parce qu'il est aujourd'hui urgent de prendre son temps, la FCPE demande au Ministre de reporter la mise en place de la réforme des lycées à la rentrée 2010.

Et, dans le même état d'esprit et avec la même détermination, en compagnie des maires de France et des directeurs de l'éducation des Villes, nous demandons l'abrogation de la loi sur le SMA ou, à tout le moins, sa révision complète et en profondeur, ainsi que l'abrogation de l'article 89 concernant le financement des écoles privées par les communes.